Evoquant des alliés possibles, «des communistes aux LR», Macron annonce la mise en place d'un «nouveau gouvernement d'action» mais en exclut LFI et le RN qui se sont pas «des partis de gouvernement»

26/06/2022 à 9h38



***B*ientôt des nouveaux visages à l'Elysée ? Emmanuel Macron a « confirmé » ce samedi sa confiance Elisabeth Borne et chargé la Première ministre de conduire de nouvelles consultations des groupes parlementaires afin de former *« un nouveau gouvernement d'action »* pour *« début juillet »*, a-t-il annoncé dans un entretien à l'AFP. Les alliés possibles, *« ce sera des communistes aux LR »* a-t-il ajouté.**

« *Voyant à la fois les refus et les disponibilités* » qui se sont exprimés lors des premiers échanges avec les forces politiques, « *j'ai décidé aujourd'hui de confirmer ma confiance à Elisabeth Borne* », a expliqué le chef de l'Etat alors que le sort de la cheffe du gouvernement faisait l'objet de spéculations depuis l'allocution présidentielle de

mercredi.

Le président de la République, qui s'est entretenu avec la cheffe du gouvernement ce samedi, a annoncé qu'il l'avait chargée durant la semaine prochaine de sonder les groupes politiques à l'Assemblée nationale sur un « *accord de gouvernement* », leur participation même à un gouvernement, leur position sur un vote de confiance à Elisabeth Borne le 5 juillet, et aussi sur le vote du budget de l'Etat à l'automne prochain. […]

Ce gouvernement pourra être rejoint par des représentants de forces politiques prêtes à coopérer avec la majorité. « *J'ai confiance dans notre capacité collective à y arriver. J'ai confiance dans la capacité de la Première ministre à les faire émerger. J'ai confiance dans l'esprit de responsabilité des forces de gouvernement* », a assuré le chef de l'Etat.

Reprenant la parole entre deux étapes de son marathon diplomatique qui le mène dimanche en Allemagne pour le G7 puis mardi à Madrid pour le sommet de l'Otan, Emmanuel Macron précise que « la base de ces discussions » avec la Première ministre sera le « *cadre du projet présidentiel et de celui de la majorité présidentielle qui pourra être amendé ou enrichi* ». Et ce, avec pour ligne rouge de n'augmenter « *ni les impôts ni la dette* ».

Malgré son revers aux élections législatives, Emmanuel Macron n'a pas renoncé à sa réforme des retraites visant à « *travailler plus longtemps comme le font tous nos voisins, en tenant compte des conditions de travail et donc des règles de pénibilité, en prenant en compte les carrières longues* ».

C'est, avec la réforme vers le plein-emploi, « *les deux grandes réformes que nous devons conduire dans la concertation, sans totem ni tabou, mais en gardant un cap d'ambition* ».

Le chef de l'Etat, à la recherche de renforts après avoir

perdu dimanche dernier la majorité absolue à l'Assemblée, a toutefois écarté la possibilité d'un accord avec le RN et LFI. Les alliés possibles, « *ce sera des communistes aux LR. Les Français ont accordé une légitimité aux députés RN et LFI et ces partis ont une formation politique. Je ne confonds pas les extrêmes mais par leur expression, leur positionnement – j'ai toujours été clair sur ce sujet –, ces formations ne s'inscrivent pas comme des partis de gouvernement* ».

20 minutes